

# De qui se fiche-t-on ?

Edvige ou la pointe de l'iceberg...  
d'un État policier et d'un Dijon contrôlé

## Edvige et ses amies...



En cette rentrée 2008, le gouvernement se trouve embarrassé par une contestation large contre la mise en place d'Edvige (ou de ses nouvelles mutations imprononçables type EDVIRSP), un fichier policier qui va augmenter les champs d'attribution de l'ancien fichier des Renseignements Généraux et en réduire les instances de contrôle publiques.<sup>1</sup> Si Edvige choque, il n'a pourtant malheureusement rien d'étonnant dans l'ordinaire du discours sécuritaire et du déferlement exponentiel de mesures de contrôle et de répression que celui-ci a cautionnées depuis dix ans.

**Une justice à la botte.** En un temps record de nouvelles lois se sont succédées pour augmenter les pouvoirs policiers<sup>2</sup> : Lois de Sécurité Quotidiennes, Lois de Sécurité Intérieures, Lois de prévention de la délinquance, rétention de sûreté, peines planchers, lois permettant l'espionnage des communications informatiques et téléphoniques des populations, fichage ADN (FNAEG) étendu à tous les crimes et délits à part les crimes financiers.<sup>3</sup>

**Une jeunesse bâillonnée.** La jeunesse, embryon d'agitation et de subversion a été particulièrement visée: dépistage de la délinquance au berceau<sup>4</sup>, construction de

prisons pour mineurs (EPM)<sup>5</sup>, fichage « base-élève »<sup>6</sup> des écoliers ou acclimatation précoce aux formes de contrôle technologique visant à s'implanter dans le reste de la société comme le contrôle biométrique pour rentrer à la cantine.<sup>7</sup>

1 Voir le site <http://nonaedvige.ras.eu.org/>

2 Voir à ce sujet l'article du site résistons ensemble qui reprend et référence 6 ans de lois sécuritaires. [http://resistons.lautre.net/article.php3?id\\_article=363](http://resistons.lautre.net/article.php3?id_article=363)

3 Voir le site du collectif Refus ADN. <http://refusadn.free.fr/>

4 A propos du rapport de l'INSERM sur le dépistage de la délinquance chez les enfants dès l'âge de trois ans voir <http://www.pasde0deconduite.ras.eu.org/>

5 A propos des constructions de prisons pour mineurs voir le dossier « Pour en finir avec les prisons pour mineurs ». <http://panoptique.boum.org/spip.php?article17>

6 A propos de la lutte contre base-élève voir le site des parents d'élèves contre base-élèves. <http://baseleves.canalblog.com/>

7 La biométrie consiste à utiliser la mesure de parties du corps (iris de l'œil, empreintes digitales, contour de la main, du visage..)

**Des villes transparentes.** Des nouvelles normes d'urbanisme aseptisées cherchent à installer un système panoptique<sup>8</sup> avec lequel l'Etat peut voir en permanence sans être vu, ainsi qu'à empêcher toute possibilité de rassemblement non-contrôlé ou de manifestations spontanées.<sup>9</sup>

**Des superpoliciers.** Outre la démultiplication des vigiles privés armés, des milices policières musclées, dotées de nouvelles armes de pointe (Flashball, Tazers<sup>10</sup>...) ont été mises en place pour intervenir dans la rue (la BAC<sup>11</sup>) ou mater les détenus à l'intérieur des prisons (ERIS<sup>12</sup>) et la police politique s'est vu renforcée par la fusion de la DST (Direction de la Surveillance du Territoire) et des RG (Renseignements Généraux) en DCRI (Direction Centrale du Renseignement Intérieur)<sup>13</sup>.

**Des humains pistés.** Des entreprises privées avides de « traçabilité » et de nouveaux marchés ont intégré le contrôle dans notre quotidien et ont cherché à nous le faire accepter<sup>14</sup> par le biais des outils de consommation et de communication censés être indispensables à la vie moderne : GPS, téléphones portables<sup>15</sup>, puces RFID<sup>16</sup>... La recherche a été asservie à des besoins militaires et des enjeux commerciaux et se consacre à l'heure actuelle à la confection de caméras intelligentes, puces sous-cutanées, drones, bornes de fichage biométriques, système d'analyse de l'ADN et autres gadgets miniaturisés par le biais des nano et biotechnologies.<sup>17</sup>

**Une contestation muselée.** Les possibilités de manifester et de lutter sont de plus en plus mises en danger. Pour faire taire les solidarités face aux révoltes à l'intérieur des centres de rétention on a par exemple assisté ces derniers mois à des attaques pénales et interdictions de manifestations visant les collectifs de soutien aux sans-papiers.<sup>18</sup> Des militant-e-s engagées dans ces mouvements ont aussi été incarcérées, suite à des montages policiers fumeux les accusant de faire partie de fantomatiques organisations clandestines aux visées terroristes. Une circulaire du ministère de l'intérieur, dénoncée par le Syndicat de la Magistrature, a même imposé que tous les militants fichés comme « anarcho-autonomes » soient poursuivis dans le cadre de procédures spéciales anti-terroristes en cas d'arrestation.<sup>19</sup>

---

ou de comportements (démarche, manière de signer...) pour reconnaître une personne. Ces parties du corps, réputées uniques pour chaque individu, sont numérisées, puis enregistrées dans des bases de données, et activées à chaque fois qu'il faut s'identifier. A propos du contrôle biométrique, voir <http://panoptique.boum.org>

8 Bâtiment panoptique, bâtiment construit de telle manière que d'un point de l'édifice l'on puisse en voir tout l'intérieur.

9 A propos de la surveillance urbaine voir le site du collectif « souriez vous êtes filmés », <http://souriez.info/>, ainsi que l'article du Monde du 26 janvier 2008 « Violences urbaines : quand la police s'empare de la rénovation des quartiers », [http://anpag.org/article.php3?id\\_article=563](http://anpag.org/article.php3?id_article=563)

10 A propos des dangers du Tazer, voir le site du Réseau D'Alerte et D'intervention pour les Droit de l'Homme. <http://www.raidh.org/-Taser-.html>

11 Pour un suivi des exactions policières en France : <http://resistons.lautre.net/>

12 A propos des Eris à Dijon et ailleurs, voir « Quelques documents sur les ERIS. [http://squat.net/tanneries/documents/Tanneries\\_-\\_Quelques\\_documents\\_sur\\_les\\_ERIS.pdf](http://squat.net/tanneries/documents/Tanneries_-_Quelques_documents_sur_les_ERIS.pdf)

13 A propos de la fusion de la DCRI, voir le site de la Ligue des Droits de l'Homme de Toulon. <http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article2788>

14 En 2004, le GIXEL (le lobby des entreprises de l'électronique) publie un "Livre bleu", remis au gouvernement. Morceau choisi : « La sécurité est très souvent vécue dans nos sociétés démocratiques comme une atteinte aux libertés individuelles. Il faut donc faire accepter par la population les technologies utilisées et parmi celles-ci la biométrie, la vidéosurveillance et les contrôles. Plusieurs méthodes devront être développées par les pouvoirs publics et les industriels pour faire accepter la biométrie. Elles devront être accompagnées d'un effort de convivialité par une reconnaissance de la personne et par l'apport de fonctionnalités attrayantes : Éducation dès l'école maternelle, les enfants utilisent cette technologie pour rentrer dans l'école, en sortir, déjeuner à la cantine, et les parents ou leurs représentants s'identifieront pour aller chercher les enfants. Introduction dans des biens de consommation, de confort ou des jeux : téléphone portable, ordinateur, voiture, domotique, jeux vidéo Développer les services "cardless" à la banque, au supermarché, dans les transports, pour l'accès Internet, ... La même approche ne peut pas être prise pour faire accepter les technologies de surveillance et de contrôle, il faudra probablement recourir à la persuasion et à la réglementation en démontrant l'apport de ces technologies à la sérénité des populations et en minimisant la gêne occasionnée. Là encore, l'électronique et l'informatique peuvent contribuer largement à cette tâche ».

15 Voir l'article du Canard Enchaîné du 5 décembre 2007 de Jérôme Canard sur les méthodes d'écoutes et de suivis des personnes par le biais des téléphones portables. <http://www.altermonde-sans-frontiere.com/spip.php?article6743>

16 Sur les puces RFID, voir « Des moutons et des hommes » de Nicolas Bonnani. [http://infokiosques.net/spip.php?article414&var\\_recherche=puces\\_rfid](http://infokiosques.net/spip.php?article414&var_recherche=puces_rfid)

17 A propos de l'utilisation de la science et des nouvelles technologies à des fins de contrôle social: <http://antibiometrie.com/>, <http://1984.over-blog.com/>, <http://www.piecesetmaindoeuvre.com>, <http://infokiosques.net/sciences...>

18 Voir « Répression contre des militants solidaires des sans-papiers -sommes nous des terroristes potentiels ? », <http://juralibertaire.over-blog.com/article-23145450.html>

19 Sur la répression contre les anarcho-autonomes voir [https://infokiosques.net/mauvaises\\_intentions](https://infokiosques.net/mauvaises_intentions), ainsi que le texte du Syndicat de la Magistrature « La direction des affaires criminelles voit des terroriste partout ».

## De quoi ont-ils si peur ?

Plutôt que de chercher des causes dans l'organisation sociale, le gouvernement et une cohorte de pseudo-scientifiques et policiers derrière lui voudraient nous faire considérer que l'on est prédestiné génétiquement à être délinquant, pauvre, suicidaire ou pédophile.<sup>20</sup> La punition obsessionnelle de prétendus « coupables » et la casse des jeunes, des immigrés et des contestataires fait office de solution politique face à la montée des inégalités sociales, des ghettos, de la misère, et de l'absence de perspectives de vie hors de boulots précaires et asservissants.

Si Edvige est dangereux, c'est parce qu'il vient renforcer et compléter un ensemble de forme de contrôle et de mesures répressives et constitue ainsi une brique de plus dans un dispositif global visant à contenir un mal-être et des contestations croissantes et à assurer la sécurité...des gouvernants. De manière générale l'actuelle militarisation forcenée du monde, jusque dans nos contrées occidentales, correspond surtout à un processus désespéré pour maintenir l'exploitation capitaliste et les privilèges des classes dominantes face à la crise économique, aux émeutes de la faim, ou aux conséquences du réchauffement climatique et de la dépossession critique des ressources naturelles.

## Edvige à Dijon : contestation ou récupération ?

Du Syndicat de la Magistrature à la Ligue des Droits de l'Homme, en passant par Act Up, la FSU ou la CNT, ainsi que de nombreux collectifs autonomes qui font un travail de terrain local, la campagne contre Edvige est partie d'associations et syndicats qui n'ont eu cesse de dénoncer ces dernières années les innovations sécuritaires et de prévenir la mise en place d'un état policier. Si l'on doit se réjouir de l'ampleur de la réaction actuelle, on ne peut néanmoins manquer de s'interroger sur la cohérence et la sincérité de la participation de certains des partis politiques qui prennent le mouvement en marche...

En effet, la mise en place de politiques sécuritaires, la gauche institutionnelle et notamment le PS y ont largement contribué au cours des dix dernières années par une chasse électorale démagogique du côté des terrains traditionnels de la droite et de l'extrême droite en flattant l'électeur du côté de la peur et des fantasmes policiers, disciplinaires et xénophobes. C'est d'ailleurs Michel Rocard qui en 90 avait donné son feu vert à la naissance du dossier des Renseignements Généraux avec un décret permettant notamment la mention des « origines raciales ». Pour ne citer que quelques exemples, nous n'avons pas oublié les Lois de Sécurité Quotidienne votées par un parlement à majorité socialiste en 2001 qui ont élargi le fichage des empreintes génétiques (FNAEG) aux délits mineurs, et augmenté le contrôles des serveurs et communications internet, créé le délit de rassemblement dans les halls d'immeuble ou la prison pour les fraudeurs de transports en commun<sup>21</sup>, pas plus que la volonté de résoudre le problème de la délinquance juvénile par un encadrement militaire<sup>22</sup>, la condamnation des révoltes de 2005 dans les banlieues et de jeunes qualifiés par exemple par M. Rebsamen de « barbares », « qui n'ont pas de civilisation »<sup>23</sup>, ou plus généralement la mise en place de contrôles policiers et technologiques accrus dans de nombreuses villes de gauche<sup>24</sup>...

Dernier exemple en date à Dijon, la mise en place annoncée pour décembre par la Majorité municipale PS-Verts-PCF-Modem d'une vingtaine de caméra de vidéo-surveillances dans les rues du centre-ville de Dijon. Malgré l'opposition publique de nombreux dijonnais ainsi que d'associations culturelles et politiques, la municipalité ne semble pas avoir reculé sur sa volonté d'instaurer une surveillance constante, dont les conséquences sont bien aussi graves en termes d'atteintes aux libertés publiques et privées que celles d'Edvige.<sup>25</sup>

20 Sur les politiques relatives au déterminisme génétique, voir « « Science » et « délinquance » Génétique de l'agressivité ou agressivité de la génétique ? ». <http://panoptique.boum.org/spip.php?article45>

21 Voir le dossier « 6 ans de lois sécuritaires » édité par Résistons ensemble !. [http://resistons.lautre.net/article.php3?id\\_article=363](http://resistons.lautre.net/article.php3?id_article=363)

22 Voir l'article de Libération du 14 juin 2006, « Encadrement militaire : Royal n'a rien inventé ». [http://bellaciao.org/fr/article.php3?id\\_article=29442](http://bellaciao.org/fr/article.php3?id_article=29442)

23 Le lundi 8 janvier 2006, M. Rebsamen, Maire de Dijon, était visé à l'initiative de l'association SOS-reporters par une plainte avec constitution de partie civile à Paris, pour "incitation à la haine raciale" suite aux propos tenus dans l'émission "A vous de juger" diffusée le jeudi 19 octobre 2006 sur la télévision d'Etat "France 2". François Rebsamen avait qualifié les jeunes délinquants des banlieues défavorisées de "barbares", "sans civilisation", "sans éducation". <http://www.sos-reporters.fr/archives/>

24 Voir le texte « Lettre ouverte à Henry Chabert, un homme qui n'a rien à se reprocher ». <http://infokiosques.net/spip.php?article319>

25 Voir l'« Appel contre le projet de vidéosurveillance dans les rues de Dijon ». <http://www.brassicanigra.org/contributions/appe>

Cette même municipalité a gardé le silence quant à l'implantation de bornes de fichage biométriques dans certains des établissements scolaires de l'agglomération (le collège des Lentillères et le lycée Simone Veil) et ce malgré l'existence d'une campagne de contestation publique à ce sujet, rejointe par de nombreux syndicats et par la FCPE.<sup>26</sup> Elle alloue aussi gracieusement depuis 2006 un terrain d'entraînement aux ERIS, malgré les nombreuses dénonciations de violences et atteintes aux droits de l'homme dont ces supers-matons cagoulés ont fait l'objet depuis l'intérieur des prisons.<sup>27</sup>



Alors s'agit-il aujourd'hui d'opportunisme ou d'un tournant au sujet des politiques sécuritaires qui entraînerait des prises de partis cohérentes par la suite ? Cherche-t-on à surfer sur la vague d'un mouvement populaire et du bruit médiatique qui l'accompagne sur de simples enjeux de récupération politiques et pour retourner localement sa veste sur d'autres formes de fichages tout aussi graves ?

Edvige inquiète-t-il tant parce qu'il est censé toucher aussi les citoyens plus aisés et bien intégrés, des responsables syndicaux ou religieux aux chefs d'entreprise en passant par les animateurs sportifs, alors que la mobilisation est bien moins large quand la répression et le fichage visent en particulier les « classes dangereuses » : pauvres, jeunes des cités, sans-papiers, lycéens et étudiants contestataires, militants de terrain ?

Passée l'attention médiatique et au prix de quelques modifications mineures pour calmer une contestation qui ne verrait pas plus loin qu'Edvige, le gouvernement risque d'avoir de nouveau les mains libres pour faire passer des fichiers similaires sous d'autres formes. La pertinence et la force politique du refus d'Edvige tiennent aujourd'hui à notre capacité de l'inscrire dans une dénonciation globale des politiques sécuritaires dans lesquelles ce fichier s'imbrique et du système capitaliste qu'elles cherchent à maintenir coûte que coûte. Elle tient aussi à notre capacité à désobéir au quotidien et apprendre à déjouer individuellement et collectivement les diverses formes de contrôle.

**Premiers Signataires : CNT 21, Collectif « Silence on tourne », Collectif contre la biométrie, Groupe Libertaire dijonnais, Maloka, SCALP 21**

**Refusons Edvige et consorts, ainsi que les polices politiques censées s'en servir pour nous réprimer !**

**Vidéo-surveillance, biométrie, fichage ADN, base-élèves, rafles de sans-papiers et contrôles musclés... sabotons la machine à contrôler !  
Solidarité avec les cibles des politiques sécuritaires !**

**Des actions contre Edvige et le contrôle social prévues à Dijon et nationalement autour du 16 octobre, sainte-edvige ! Plus d'infos sur <http://www.brassicanigra.org>**

contre-le-projet-de-videosurveillance-dans-les-rues-de-dijon.html

26 Voir L'Appel « Tous fichés, on s'en fiche pas ! ». <http://www.brassicanigra.org/blabla/numero-6/breves/>

27 Voir la [Lettre ouverte à la Mairie de Dijon](#) contre l'attribution d'un lieu d'entraînement aux ERIS, bd de Chicago . [http://squat.net/taneries/documents/Taneries\\_-\\_Lettre\\_ouverte\\_ERIS.pdf](http://squat.net/taneries/documents/Taneries_-_Lettre_ouverte_ERIS.pdf)